



SGAP SUD-OUEST - REGION MIDI PYRENEES

PORTES David, *Secrétaire Régional de Zone Sud-ouest* 06.62.23.36.44
 GAILHARD Didier *Secrétaire Régional Midi Pyrénées* 06.08.43.96.74

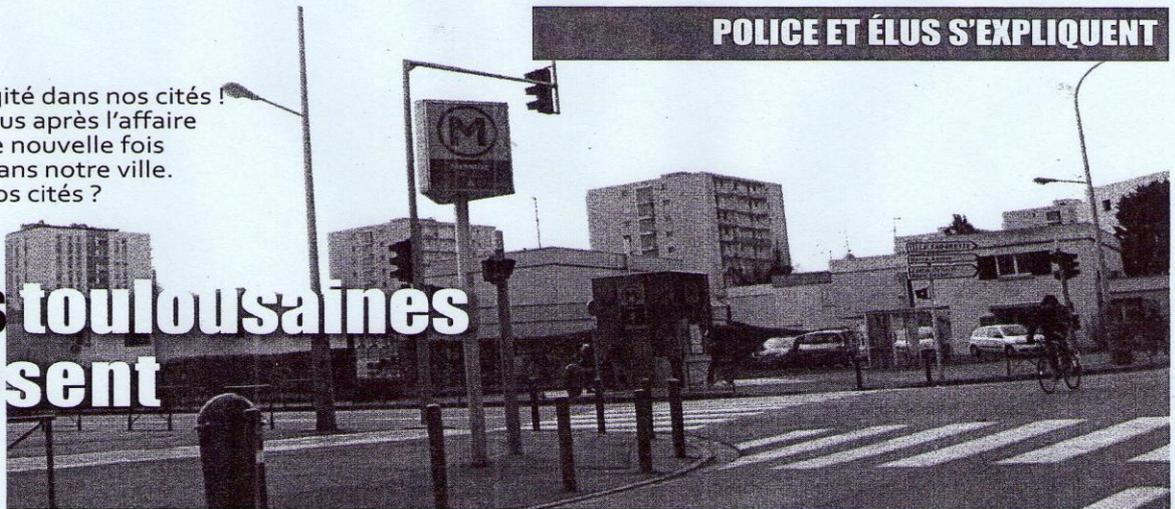


Le Journal **TOULOUSAIN** Jeudi 30 août 2012
 www.journaltoulousain.fr

ENQUETE 13

Bagatelle, Empalot...
 L'été toulousain a été agité dans nos cités !
 Des événements survenus après l'affaire Merah et qui posent une nouvelle fois le débat de la sécurité dans notre ville.
 Que se passe-t-il dans nos cités ?

Les cités toulousaines s'embrasent



POLICE ET ÉLUS S'EXPLIQUENT

L'été toulousain a été "chaud". Mi-août, des coups de feu entre bandes de cités rivales ont surpris le quartier Bagatelle... Des violences répétées sur plusieurs nuits qui ont fait des blessés. Quelques jours plus tard, c'est un drame plus familial qui a "secoué" cette fois-ci le quartier Empalot. Un homme tuait d'une balle dans la tête la fillette de sa compagne dans un contexte totalement surréaliste : «Des raisons futiles tenant à la propreté de l'appartement» selon les propos du procureur de Toulouse, Michel Valet. L'assassin, un homme d'une trentaine d'années, avait donc une arme à feu en sa possession. «Il y a des armes partout !» selon David Portes, responsable d'un syndicat de police. Drogue, armes, trafics en tous genres, les cités toulousaines n'échappent pas aux maux qui rongent notre société : «Sur le terrain, on ressent bien une certaine excitation, une véritable inquiétude qui montent. Il n'est pas exclu de penser, à l'instar de ce qui se passe



L'UMP Sacha Briand demande une police municipale dans tous les quartiers.

à Marseille, qu'il y ait des pressions exercées sur les réseaux de trafic de drogue. Par l'arrivée sur le marché de nouveaux groupes, il y a une remise en cause des équilibres entre bandes qui existaient jusqu'alors»

précise le conseiller régional UMP Sacha Briand, qui rappelle également que Jean-Luc Moudenc, leader de l'opposition au conseil municipal, a demandé dès le 5 août le classement de Toulouse en Zone de sécurité prioritaire. Cette question a d'ailleurs été également l'occasion d'échanges musclés entre élus socialistes. Pierre Izard, président du Conseil Général, s'est tourné vers le ministre Valls pour ce même classement. Une posture pas vraiment appréciée par le Capitole, vécue sans doute comme une critique déviée de l'action municipale. François Briçon, président du groupe SRR (socialiste, radical et républicain) à la mairie, s'est chargée de la réponse via Twitter : «... Moi quand je ne suis pas un spécialiste de la question, je m'abstiens d'en parler.» Ambiance ! Pour David Portes, secrétaire régional du syndicat de police FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la Police), la question de la Zone de sécurité prioritaire n'est

pas neutre : «Cela nous donnerait plus de moyens financiers, matériels et humains pour intervenir sur le Mirail, Bagatelle, les Izards ou Empalot. Il est même anormal que nous ne soyons pas classés dès maintenant. L'actualité récente dans notre ville ce sont des morts et des blessés.» Dans les couloirs de l'Embouchure, on soupçonne même que ce non-classement de Toulouse en ZSP serait directement lié à l'affaire Merah, comme si certains intérêts allaient dans le sens de l'oubli. L'UMP Sacha Briand n'hésite pas à attaquer l'équipe de Pierre Cohen sur l'action de la police municipale : «Il faut travailler à une complémentarité entre la police nationale et municipale, à la condition que chacun joue son rôle. La police municipale doit être présente sur l'ensemble du territoire, et pas simplement pour faire joli. Ce que je constate aujourd'hui, c'est que l'on voit plus la

police municipale surveiller le bon citoyen sur des purs problèmes de stationnement plutôt que de contribuer à la sécurité des secteurs dits plus difficiles.» Le son de cloche est concordant du côté de la police nationale et du syndicat FPIP : «La municipale n'est absolument pas présente sur des quartiers comme le Mirail. Or, elle pourrait nous aider sur tout ce qui est enlèvements de véhicules, stationnements gênants ou police administrative...» Une telle synergie pourrait permettre à la police nationale d'être alors davantage au contact direct avec la population sur les zones les plus sensibles. Car le constat est là : Une étincelle, une bavure... Et Toulouse pourrait s'embrasler. «Notre ville est actuellement une poudrière !» conclut David Portes.

Thomas Simonian

Jean-Pierre Havrin répond

L'adjoint au maire de Toulouse en charge de la sécurité est comme le plus souvent... Sans «langue de bois».

Certains contestent la complémentarité entre la Police nationale et municipale...

Au contraire, tout le monde se félicite de la synergie actuelle. Tout le monde y trouve ses avantages, et les directions des deux côtés sont en constante collaboration.

Ce n'est pas forcément le discours des syndicats de police ?

Si la Police nationale a pour objectif de transformer notre Police municipale en "poubelle" de ce qu'elle ne veut plus faire, il n'en est pas question. L'Etat ne peut pas se décharger sur nous. Ceci étant dit, je comprends aussi leur problématique de manque de moyens, mais Sarkozy a supprimé 11.000 fonctionnaires, et ça, ce n'est pas de notre faute. Manuel Valls a d'ailleurs pris la mesure de l'enjeu en annonçant 500 postes de plus par an.



La Police municipale n'est pas présente dans certains quartiers. Pour quelles raisons ?

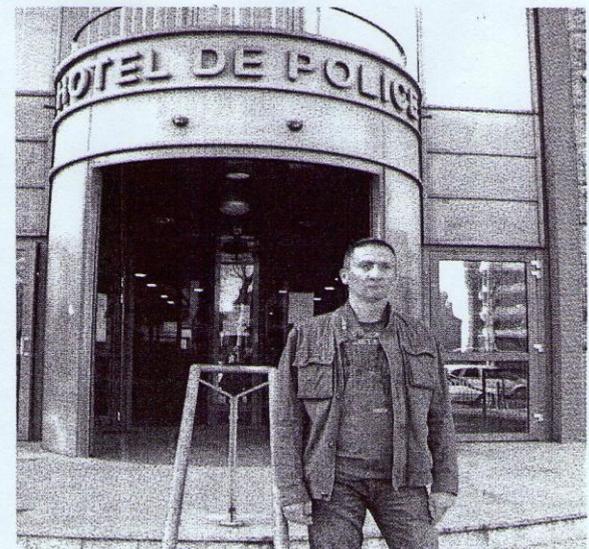
J'assume car il y a en effet certains quartiers où nous n'allons pas, mais parce que nous ne pouvons pas y aller ! Tant que la Police nationale n'aura pas repris la main dans ces endroits, il n'est

pas question pour nous de prendre des risques. Cela illustre d'ailleurs bien que depuis des années, nous avons abandonné des territoires. Au Mirail par exemple, certains vous parleront avec nostalgie de la police de proximité...

Pourquoi Toulouse n'est-elle pas pour le moment classée en Zone de sécurité prioritaire ?

Tout simplement parce que nous ne sommes pas dans les 15 premiers en termes de délinquance. Mais cela ne nous exonère pas de réfléchir à une nouvelle manière d'appréhender le rôle de chacun sur le terrain. De recréer le lien avec les populations les plus difficiles. Il faut tout essayer.

Propos recueillis par TS



David Portes, responsable régional du syndicat de Police FPIP, demande plus de moyens.